



L'inégalité aggrave le réchauffement planétaire¹

par Jomo Kwame Sundaram²

L'accumulation des émissions de gaz à effet de serre (GES) qui continuent de croître dans un monde de plus en plus inégal accélère le réchauffement planétaire. Cela aggrave aussi les disparités, notamment entre les riches et les autres, tant au niveau national qu'international.

Des émissions inégales

Dans notre monde profondément inégal, les disparités internationales représentent les deux tiers des inégalités de revenus globales. Les agrégats et les moyennes de revenus nationaux peuvent induire en erreur en occultant des disparités significatives au sein des pays.

Le [Rapport sur les Inégalités dans le Monde](#) soutient que les variations d'émissions de GES sont principalement dues aux inégalités au sein des pays [[lire en anglais](#)]. Simultanément, les émissions de GES continuent d'augmenter et leur accumulation accélère le réchauffement planétaire.

Les disparités d'émissions au sein des pays représentent désormais près des deux tiers de l'inégalité des émissions mondiales, soit un doublement par rapport à un peu plus du tiers qu'elles représentaient en 1990.

La moitié la moins aisée de la population des pays riches est déjà proche, voire au niveau des objectifs d'émission d'équivalent de CO₂ par habitant fixés pour 2030 par leurs gouvernements. Cependant, les 10 % les plus riches d'Amérique du Nord sont les plus grands émetteurs de GES au monde.

Leurs émissions moyennes sont 73 fois supérieures à celles de la moitié la plus pauvre de la population d'Asie du Sud et du Sud-Est ! Les riches d'Asie de l'Est émettent également beaucoup de GES, mais bien moins que les riches d'Amérique du Nord.

La moitié la moins aisée de la population émet près de 10 tonnes de GES par habitant chaque année en Amérique du Nord, environ 5 tonnes en Europe et de l'ordre de 3 tonnes en Asie de l'Est.

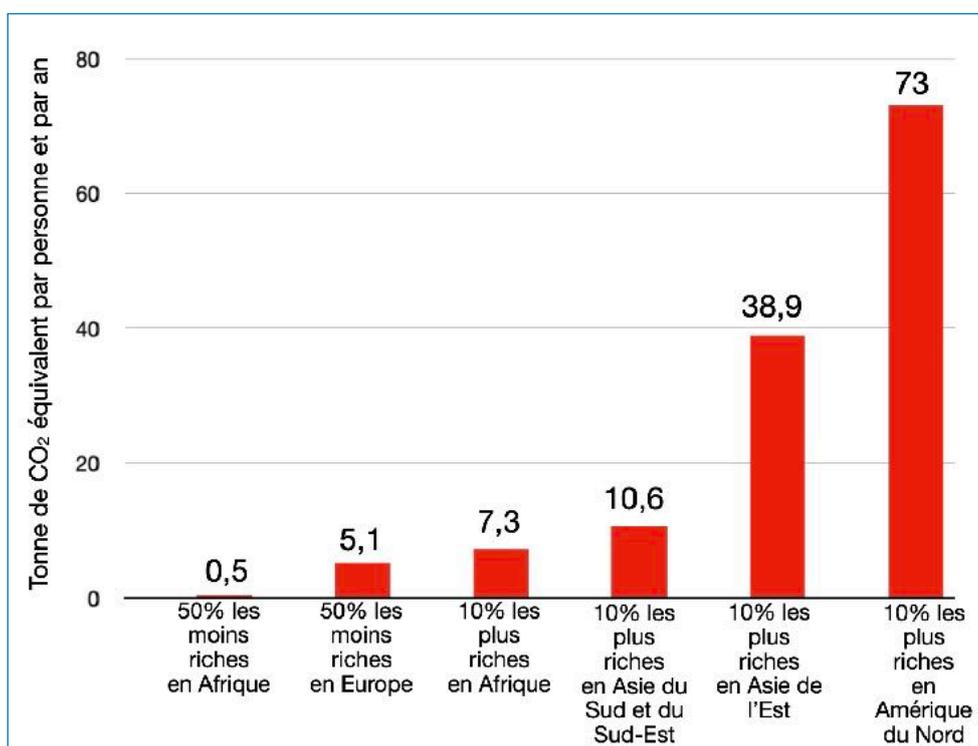
¹ Initialement publié sur Interpress Service, le 12 août 2025 sous le titre « Inequality Worsens Planetary Heating » (<https://www.ipsnews.net/2025/08/inequality-worsens-planetary-heating/>).

² Jomo Kwame Sundaram, ancien professeur d'économie, a été Assistant Secrétaire Général des [Nations Unies pour le développement économique](#), Assistant Directeur Général de l'[Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture](#) (FAO) et a reçu le [Prix Wassily Leontief pour avoir fait avancer les frontières de la pensée économique](#) en 2007.

Les empreintes carbone beaucoup plus petites de la plupart des pays du Sud global contrastent avec les émissions de GES des 10 % les plus riches de leurs propres pays et celles des riches des régions plus pauvres.

Les 10 % les plus riches en Asie du Sud et du Sud-Est émettent plus du double des émissions de GES de la moitié de la population la moins aisée d'Europe. Même les 10 % les plus riches d'Afrique subsaharienne émettent en moyenne plus que la moitié de la population la moins aisée d'Europe.

Émissions de GES de quelques groupes revenus dans différentes régions, en tonnes d'équivalent CO₂ par personne et par an, pour l'année 2019³



Source : données du [Rapport sur les Inégalités dans le Monde \(Synthèse\)](#), 2021

L'inégalité alimente les émissions

Jayati Ghosh, Shouvik Chakraborty et Debamanyu Das soutiennent que l'inégalité a entraîné une augmentation des émissions de GES [[lire en anglais](#)]. Alors que la moitié de la population la moins aisée aux États-Unis et en Europe a réduit les émissions par habitant de 15 à 20 % entre 1990 et 2019, les 1 % le plus riche ont augmenté les leurs.

Les 10 % les plus riches, au niveau mondial, représentent à eux seuls près de la moitié des émissions de GES. À mesure que les riches s'enrichissent, leurs impacts environnementaux néfastes s'accroissent.

Malgré des discours trompeurs, la plupart des taxes carbone ne sont pas progressistes, pénalisant généralement beaucoup plus les groupes de population à revenu moyen et faible que les riches pourtant plus responsables des GES.

³ Ajouté par lafaimexpliquée.

Les politiques cherchant à réduire les émissions de GES doivent limiter la consommation excessive des riches ainsi que la production « extractiviste », à l'échelle mondiale, visant à répondre à leurs exigences.

Les profits l'emportent sur l'intérêt public

Pendant ce temps, les sociétés transnationales et les gouvernements occidentaux ont refusé d'honorer l'exception de santé publique de l'[Accord sur les droits de propriété intellectuelle](#) (ADPIC) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le compromis sur l'exception de santé publique a été atteint en 2001 afin de reprendre les négociations commerciales de l'OMC lors de sa réunion interministérielle de Doha après la conférence avortée de Seattle en 1999.

Mais par la suite, les gouvernements des nations riches ont bloqué les demandes des pays en développement sur l'exception de santé publique afin de pouvoir produire de manière urgente suffisamment de tests, de traitements, d'équipements et de vaccins abordables pendant la pandémie de COVID-19.

Il est donc peu probable que des concessions significatives en matière de propriété intellectuelle soient faites pour encourager les efforts des pays en développement pour atténuer et s'adapter efficacement au réchauffement planétaire.

Les sources du réchauffement climatique sont locales, alors que le réchauffement planétaire est mondial, quoiqu'inégal. Les politiques et mesures d'adaptation efficaces sont coûteuses et généralement plus difficiles à prendre pour les pauvres et les classes moyennes.

Des dispositifs alternatifs peuvent favoriser une plus grande équité et durabilité. Mais, la mobilisation d'une résistance plus concertée et plus efficace au réchauffement planétaire s'est avérée très difficile.

Injustice climatique

L'accumulation historique des émissions de GES est la principale cause du réchauffement planétaire. Les pays développés ont été responsables de près de 80 % des émissions cumulatives de GES entre 1850 et 2011.

Leurs impacts négatifs sont pires sur les pays en développement tropicaux. Le Sud global est également moins capable d'y faire face en raison d'une marge d'action et de moyens limités.

Les engagements d'émissions « zéro net » de GES des pays ne prennent pas en compte le fardeau climatique énorme imposé par l'accumulation passée de GES, ce qui sape ainsi les perspectives d'une transition juste.

Dans les négociations internationales, les économies riches ont éludé la responsabilité historique de la « dette climatique » en se concentrant sur les émissions contemporaines et en ignorant leur accumulation au cours des deux derniers siècles.

Ignorer cette dette climatique historique sert également à légitimer le désintérêt envers les compensations pour ceux qui sont les plus durement affectés dans les pays à faible et moyen revenu et qui ont déjà subi des dommages et des pertes considérables.

Cette posture n'est pas seulement injuste, mais aussi contre-productive. Elle a sapé la solidarité internationale et la coopération nécessaires pour faire face au réchauffement planétaire.

Franchir le seuil

Les projections actuelles des émissions par les pays riches utiliseront 60 % du seuil restant du réchauffement climatique mondial spécifié dans le « budget carbone » permettant de ne pas dépasser les 1,5 °C supplémentaires par rapport à la période préindustrielle !

Mais le scénario le plus optimiste récemment publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoyait que le seuil de 1,5 °C serait franchi dès 2040 !

Mais même avant que le président américain Trump ne réaccélère le réchauffement planétaire, après sa réélection, le représentant spécial des Nations unies à l'époque, et désormais Premier ministre canadien, Mark Carney, avait averti que ce seuil serait dépassé d'ici la fin de cette décennie !

Pour en savoir davantage :

- Ghosh, J., Chakraborty, S., and Das, S., [Climate Imperialism in the Twenty-First Century](#), Monthly Review, 2022 (en anglais).
- WID.WORLD, [Climate change & the global inequality of carbon emissions](#), World Inequality Database, 2021 (en anglais).
- Chancel, L. et al., [Rapport sur les Inégalités dans le Monde \(Synthèse\)](#), World Inequality Lab, 2021.
- Chancel, L. et al., [World Inequality Report](#), World Inequality Lab, 2021 (en anglais).
- OMC, [Accord sur les ADPIC: Aperçu](#), Organisation mondiale du commerce (non daté).

Sélection de quelques articles parus sur lafaimexpliquee.org liés à ce sujet :

- [Au cœur du système économique mondial : la protection des droits de propriété intellectuelle](#), 2024.
- Opinion : [La double responsabilité des pays riches dans les émissions de gaz à effet de serre](#) par Hezri A. Adnan et Jomo Kwame Sundaram, 2022.
- [En dehors des sentiers battus - une solution pour diminuer les GES en réduisant les inégalités](#), 2022.
- [Les inégalités de revenu affectent le niveau d'émission des gaz à effet de serre et la vulnérabilité aux conséquences du changement climatique](#), 2020.
- [Équité intergénérationnelle et durabilité: Nos sociétés inégalitaires s'apprêtent à léguer un lourd héritage aux générations futures](#), 2012.

et consulter nos pages thématiques « [Inégalités](#) » et « [Climat et démocratie](#) ».